

Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Band: 29 (1982)
Heft: 11-12

Artikel: Exercice de défense globale 1980 : expériences et enseignements
Autor: Rapold, Hans
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-367132>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 19.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Exercice de défense globale 1980: expériences et enseignements

Divisionnaire à d. Hans Rapold

Le dernier exercice de défense globale a eu lieu en 1980 et le prochain pourra probablement se dérouler en 1984. L'exercice de 1980 a été riche en nouveaux enseignements et les participants en ont retiré des expériences précieuses. A notre demande, le divisionnaire à d. Hans Rapold présente dans l'article ci-dessous les résultats de l'exercice de défense globale de 1980, qui revêt une importance particulière pour la protection civile (Réd.).

La politique de sécurité suisse

La politique de sécurité suisse a vu le jour relativement récemment. Bien que la Seconde Guerre mondiale ait démontré le caractère total de la menace et des contre-mesures, l'extension de la politique de sécurité jusqu'à une stratégie globale regroupant les domaines politique, économique, psychologique et militaire, chez nous comme en d'autres lieux, n'a été entreprise qu'au cours des dernières années.

La loi fédérale sur les organes directeurs et le Conseil de la défense est en vigueur depuis le 27 juin 1969. Comme son nom l'indique, cette loi met sur pied les organes directeurs. Le rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur la politique de sécurité suisse datant du 27 juin 1973 constitue un autre document important. Il a été complété le 3 décembre 1979 par un rapport intermédiaire sur la politique de sécurité.

En dépit des nombreux efforts consentis en faveur de la paix, la tension et l'instabilité n'ont pas décliné. Les dangers pesant sur les domaines psychologique et économique sont particulièrement évidents. La violence et le terrorisme ont connu une recrudescence, eux aussi.

Les objectifs de notre Etat restent:

- la paix dans l'indépendance (donc pas à n'importe quel prix);
- conserver la plus grande liberté possible de choisir nous-mêmes notre destin (nous ne voulons pas être les marionnettes de puissances étrangères);
- la plus grande liberté d'épanouissement possible pour chacun.

C'est pourquoi, pour atteindre ces objectifs, il vaut la peine de déployer de grands efforts et d'agir dans tous les domaines où la menace existe.

On distingue quatre échelons de

conflits (la paix pure restant du domaine de l'utopie):

- état de paix relative (avec diverses possibilités de pressions);
- guerre indirecte (avec intimidations, infiltrations, paralysies, boycotts, violences);
- guerre classique (locale ou régionale);
- guerre avec recours aux moyens de destructions massives (limitée ou totale).

A tous les échelons, le chantage est possible.

En outre:

- les objectifs stratégiques ont été définis;
- des situations stratégiques ont été données afin d'aider les prises de décisions, de même que
- des organes directeurs et des moyens stratégiques ont été désignés: politique étrangère, armée, protection civile, politique économique extérieure, approvisionnement du pays, information, défense psychologique et protection de l'Etat. Les tâches correspondantes ont été déterminées.

Enfin, des principes essentiels de politique de sécurité et les premières lignes directrices de commandement ont été décidés.

Exercice pratique

De précieuses bases théoriques ont ainsi été créées. Il a toutefois été nécessaire d'instruire en conséquence les organes de commandement ainsi que de structurer, équiper et former les moyens stratégiques en fonction de leurs tâches étendues. L'initiative d'instruire le commandement vient des militaires: dès 1963, des questions touchant à la défense civile ont été incluses dans de grands exercices. Lors des exercices de «défense nationale» puis de «défense globale», des groupes de travail ont eu l'occasion de s'initier aux problèmes et de les discuter en commun.

Mais c'est en 1977 seulement que l'appareil de commandement civil, en tant que tel et en entier, fut compris dans un exercice de défense globale. Comme il fallait s'y attendre, diverses lacunes sont apparues. C'est pourquoi un nouvel exercice a eu lieu en 1980, sous une forme nouvelle et d'une manière aussi réaliste que possible.

L'objectif général était le suivant. Il fallait:

- tester les structures de commandement et les prises de décisions sur le plan fédéral;
- encourager la collaboration, dans le plus grand nombre de situations stratégiques possibles, entre les instances civiles et militaires, ainsi que
- renforcer l'instruction de tous les organes importants pour la défense globale, en vue de leur efficacité commune; la coordination des services de renseignements et des activités d'information avait une importance toute particulière et était au centre de l'exercice.

En ce qui concerne les thèmes, nous avons voulu rendre les participants conscients du maximum d'aspects que peut revêtir la menace moderne: l'apparition, l'atténuation puis la réapparition du danger avec mobilisation, démobilisation et remobilisation; le caractère souvent imprévisible de la menace en raison d'un comportement incorrect ou irrationnel; la menace se précisant dans les domaines les plus divers et par l'intermédiaire d'acteurs non moins divers; une situation où les pires violences et règlements de comptes se donnent libre cours, la Suisse mise au ban des nations, des problèmes de réfugiés, de retombées radioactives, des ultimatums, des bombardements, une action ennemie brutale entraînant une occupation partielle du pays.

Aussi les participants ont-ils dû éprouver très vivement l'insécurité, la surprise constante et, en permanence, le manque de temps, tandis qu'ils pouvaient seulement imaginer le retour aux conditions de vie les plus primitives.

Les participants se répartissaient entre ceux qui jouaient l'exercice et ceux qui le dirigeaient. Pratiquement partout, les participants étaient ceux qui, dans une situation réelle, auraient à prendre les décisions.

Ceux qui jouaient l'exercice étaient les suivants:

- dans le domaine civil: un Conseil fédéral d'exercice et un Parlement d'exercice, tous les départements fédéraux avec leurs organes les plus importants: le DFAE (Département fédéral des affaires étrangères), le DFI (Département fédéral de l'intérieur) avec le comité d'alarme de la Commission fédérale de surveillance de la radioactivité, le DFJP (Département fédéral de justice et police) avec l'OFPC (Office fédéral de la protection civile) et le groupe d'état-major A 500, le DMF (Département militaire fédéral) avec le

- GDA (groupement de l'armement), le DFF (Département fédéral des finances) et la BNS (Banque nationale suisse), le DFEP (Département fédéral de l'économie publique) avec l'OFDE (Office fédéral de la défense économique), le DFTCE (Département fédéral des transports, des communications et de l'énergie) avec les PTT, les CFF et la SSR, cette dernière jouant le rôle des stations suisses, ainsi qu'avec l'organisation d'état-major du Conseil fédéral et l'Organe directeur de la défense, et les états-majors de tous les départements;
- dans le domaine militaire: le haut-commandement avec le chef de l'état-major général et l'état-major d'armée, le groupement de l'instruction, l'adjudance générale (au complet), tous les corps d'armée avec leurs zones territoriales ainsi que le commandement des troupes d'aviation et de défense contre avions.

La direction de l'exercice

- communiquait de toutes les manières possibles des situations, des événements et des nouvelles;
- exerçait un contrôle et une influence par l'intermédiaire des subordonnés directs des départements, des instances fédérales et de l'armée;
- tous les cantons étaient représentés;
- elle jouait le rôle de l'étranger au sens le plus large;
- figurait des émetteurs étrangers et ennemis, attaquait le dispositif de sécurité avec un plastron;
- sévissait, le cas échéant, par des interventions les plus diverses
- et, bien entendu, évaluait en permanence toutes les réactions orales ou écrites.

En tout, quelque 3000 personnes ont été engagées.

En ce qui concerne le temps, l'exercice se subdivisait en trois phases. La première a commencé un mois avant l'exercice proprement dit, la seconde s'est déroulée pendant deux jours au cours d'une première semaine d'exercice, et la troisième a duré trois jours pendant une seconde semaine d'exercice. Les phases 2 et 3 ont été jouées 24 heures sur 24; aussi imposèrent-elles aux participants, entre autre, un grand effort d'endurance.

Enseignements

L'exercice s'est déroulé conformément aux prévisions à tout point de vue. Même une partie des enseignements furent conformes à ce qu'on attendait. C'est ainsi que sont apparues:

- une fois de plus, la grande vulnérabilité de notre pays, tout comme de

- nombreux Etats industrialisés, dans le domaine énergétique notamment;
- la nécessité d'avoir des infrastructures civiles et de crise simples et identiques dans la mesure du possible;
- la nécessité d'avoir des normes précises pour les prises de décisions interdisciplinaires; les décisions, leur transmission et le contrôle de l'exécution jusqu'à la base étant la condition du succès;
- l'insuffisance d'attention dans la formation des services de renseignements;
- l'importance énorme de l'information, horizontale et verticale, interne et par l'intermédiaire des media, en Suisse et à l'étranger;
- la nécessité de perfectionner à certains égards la procédure pour avertir et alarmer la population civile ainsi que pour améliorer le comportement de celle-ci;
- l'attention plus grande qu'il faut accorder à la protection des biens culturels, et
- la nécessité d'analyser les problèmes qui se posent dans le cadre d'une occupation du territoire.

Tous les participants s'efforcent d'éliminer les défauts et les lacunes qui ont été découverts.

La situation présente et future au regard de la politique de sécurité

Il faut se demander si, au regard de la situation actuelle, il vaut la peine de faire de nouveaux sacrifices pour la politique de sécurité. Certains phénomènes, en particulier sur ce continent - vieillissement - qu'est l'Europe, pourraient inspirer une réponse négative: le démantèlement des instruments de la politique de sécurité, en particulier au sein et en dehors de l'OTAN. A cet égard, il est étonnant de constater que certains pays ne semblent rien avoir retenu des expériences du passé.

A mon avis, le monde n'a encore jamais été dans une situation aussi instable et cette instabilité augmentera ces prochaines années. La diminution de l'influence exercée par les Etats-Unis sur la politique mondiale a vu en parallèle un fort développement de la puissance militaire soviétique, une puissance qui tend ouvertement à la domination du monde. La révolution mondiale, l'internationalisme socialiste, le changement du monde par la révolution, l'affaiblissement idéologique de l'Occident par le biais de la détente, le soutien des mouvements de libération (sauf dans sa propre zone d'influence, bien entendu!) sont les divers moyens d'action d'une doctrine qui stipule: la paix ne sera possible que lorsque tout sera communiste, ou

au moins soumis aux intérêts des pays partageant cette idéologie. Mais même les superpuissances sont limitées dans leur action. Les interdépendances globales, qu'elles soient politiques, économiques ou psychologiques, sont devenues tellement complexes que les centres de décisions ont été multipliés. Une infinité de personnages et de groupuscules, qui défendent d'ailleurs des intérêts surtout égoïstes et qui sont capables d'actions complètement irrationnelles, jouent un rôle en se créant une audience grâce à leurs moyens financiers, à des media complaisants et par le terrorisme. Dans cette conjoncture, la prolifération des armes nucléaires ne laisse rien présager de bon.

Tout pays qui répugne à être livré pieds et poings liés aux décisions d'autrui fait bien de consentir les sacrifices nécessaires à sa sécurité. Plus grands sont ces sacrifices, plus petits sont les risques d'être amené à faire usage des moyens qu'on s'est donnés.

Valeur de la défense civile et de l'enseignement de la politique de sécurité civile

Dans ce contexte, quelle est la valeur de la partie civile de la défense globale? Des changements de situations subits sont possibles en tout temps. C'est pourquoi on ne saurait prendre assez au sérieux la sécurité de sa liberté d'action. Autrement dit,

- l'approvisionnement de la population en vivres, en eau et en énergie doit être assuré même en cas de longues interruptions de la distribution normale;
- la protection contre des actes de l'ennemi ou contre des catastrophes de toutes sortes doit exister sur place et, le cas échéant, on recourra à des évacuations locales afin d'éviter des pertes totales sur une certaine superficie;
- l'information doit être assurée dans tous les cas, afin que les autorités soient toujours en mesure de se faire entendre et que la population puisse être renseignée sur la situation et sur le comportement qu'on attend d'elle;
- le service sanitaire doit être à la hauteur d'un engagement extrêmement intense, et
- la volonté de la population de s'aider elle-même revêt la plus grande importance, sur les plans tant matériel que psychologique.

Tous ces domaines ont encore une importance directe et indirecte. L'influence directe auprès de la population est la suivante: savoir et pouvoir sont les conditions de la confiance! Quant à l'influence indirecte, elle se

manifeste face à l'étranger: l'esprit de sacrifice et la volonté de travailler au renforcement de la défense inspirent le respect et, le cas échéant, jouent un rôle dissuasif. A ce point de vue, la protection civile a une importance stratégique considérable. Ce ne sont pas seulement les 10% incorporés à l'armée, mais encore les 90% constituant la population civile qui doivent être prêts!

Quelle est la situation de notre protection civile comparée à ce qui se fait à l'étranger?

A vrai dire, on devrait toujours déterminer ses critères par rapport à soi-même, mais les comparaisons présentent une certaine utilité.

Places protégées

Quelque 5,015 millions de places protégées modernes, et 1,8 million de places protégées de fortune, pour une population de plus de 6 millions d'habitants, sont de beaux chiffres qui – à ma connaissance – ne sont égalés nulle part. J'ignore si tous ces abris sont situés judicieusement. Quoi qu'il en soit, les chiffres provenant de l'étranger sont beaucoup plus bas: en URSS, 40% de la population est censée être protégée, mais on ne nous dit pas comment! Dans les Etats membres de l'OTAN, l'obligation de constituer une protection civile existe certes, mais les efforts en ce sens sont notoirement insuffisants. C'est ainsi qu'en RFA 9% (voire 3% selon des sources officielles) de la population serait protégée. La protection civile est tellement peu prise au sérieux dans ce pays voisin – selon un sondage d'opinion réalisé en 1980, seule la moitié de la population serait prête à résister à une attaque – qu'elle donne lieu à un jeu de mots intraduisible en français, signifiant: au lieu de «protection totale», protection «des cendres et des gravats»!

Les Etats-Unis n'ont rien entrepris du tout, bien qu'il soit démontré que l'emploi d'armes nucléaires sur des populations protégées entraîne des pertes de «seulement» 20%, et non 80% des civils touchés. Les conséquences de cette négligence officielle se traduisent par des initiatives privées: «Quittez les grandes villes, établissez-vous à 25 milles, ou mieux, à 75 milles des centres!» disent les uns; «Construisez des abris à vos frais, aménagez des logements souterrains, veillez vous-mêmes à votre sécurité, entraînez-vous au «close-combat» et apprenez «how to kill» si des pillards ou autres criminels surviennent!» disent les autres. Ces «survivalists» agissent donc en fonction de leurs intérêts

égoïstes. Il n'est pas question d'une action portant sur l'ensemble de la population.

L'évacuation verticale est certainement la seule solution correcte pour notre petit pays, l'évacuation des zones de combat proprement dites mise à part. L'OTAN lui aussi, en RFA par exemple, applique le principe «Restez chez vous!». Aux Etats-Unis, des études existent en vue d'évacuations horizontales: si les préparatifs sont faits à temps et si l'alarme est donnée au bon moment, réaliser ces évacuations nécessitera une semaine. Même un pays gigantesque comme la Chine a retenu la solution de l'évacuation verticale pour les citoyens.

Notre réserve en vivres pour trois jours (alimentation de survie), voire cinq jours et plus avec l'appoint des provisions privées, est mieux que rien. Le service sanitaire est – toujours à ma connaissance – le seul du genre avec son réseau de points de rassemblement et de postes de traitement.

L'instruction également fait figure honorable, les chiffres pour 1981 en attestent: 750500 jours de service, 300000 participants aux cours de la protection civile et 7900 cours donnés. Il semble qu'une instruction sérieuse existe ailleurs seulement en URSS et, dans une certaine mesure, en Chine populaire. Par conséquent, il est compréhensible que dans les sphères de l'OTAN on se fasse des soucis quant à la capacité opérationnelle des forces armées, si des flots de fuyards se mettent en branle sans direction et d'une manière incontrôlée.

En revanche, il y a lieu de considérer comme négative la diminution des sacrifices financiers, en valeur réelle comme en valeur nominale, consentis par la Suisse en faveur de sa protection civile: en 1973, encore 238 millions ou presque 10% du budget global de la défense nationale; en 1982, 172 millions seulement, soit moins de 5% des dépenses totales pour la défense, et moins de 1% du budget de la Confédération. Que la situation soit pire à l'étranger n'est pas une consolation!

Conclusion

Si je devais conclure en répondant à la question suivante: «Quelles sont les priorités que je décèle au vu des connaissances que j'ai acquises lors de nombreux exercices et études de tout genre?», je répondrais:

1. Bien que de nombreux efforts – dont nous avons entendu parler – aient été faits en ce sens, je ne crois pas que la nécessité d'une préparation sérieuse dans le secteur civil soit profondément ancrée dans la

population suisse. Il est indispensable d'informer clairement tous les ménages, de manière à frapper les esprits et à convaincre, et ce sans discontinuer.

2. Je ne crois pas que nos préparatifs pratiques soient suffisants dans tous les secteurs civils, dans celui de la protection civile en particulier. Le fait que l'étranger en fait moins encore ne saurait être une excuse. Combien d'abris n'existent-ils qu'en théorie? Pourquoi n'exerce-t-on pas l'occupation des abris à titre préventif? Combien de gens ignorent-ils encore ce qu'ils pourraient faire et ce qu'ils devraient faire dans une situation extraordinaire? Multiplier les exercices pratiques, éventuellement sur la base du volontariat, s'impose.

3. L'information et la volonté d'agir, d'une part, la pratique et l'expérience, d'autre part, sont à même de contrer tout courant défaitiste, propagé par ceux qui ne savent que répéter: «On ne peut de toute façon rien faire!» La confiance en les forces et les possibilités dont nous disposons pour faire face à divers dangers sera capitale ces prochaines années. La résistance de notre peuple et sa foi en l'effort dépendront toujours du succès du ravitaillement et des mesures de protection. Il serait irrationnel de ne pas tirer profit de tout cet immense potentiel.

Par sa préparation qui exige un temps et un argent considérables, la guerre coûte toujours bien plus que des discours, des prouesses et des démonstrations, mais il est bien plus vraisemblable aussi que c'est cette préparation qui nous évitera le pire et nous conservera une paix relative.

Mobilier pour centres de protection civile

études et projets, fabrication

H. NEUKOM SA

8340 Hinwil-Hadlikon ZH

Téléphone 01 937 26 91